Appel du Parti social-démocrate (Berlin, 15 juin 1945)

Légende: Le 15 juin 1945, le Parti social-démocrate (SPD) dirigé en zone soviétique par Otto Grotewohl se prononce à Berlin pour une coopération avec le Parti communiste allemand (KPD). Cette attitude conduit à la rupture avec le Parti social-démocrate dans les zones d'occupation occidentale, sous la direction de Kurt Schumacher, qui refuse toute collaboration avec les leaders communistes.

Source: TREUE, Wolfgang. Deutsche Parteiprogramme seit 1861. 4. éd. Zürich, Berlin, Frankfurt: Musterschmidt-Verlag - Göttingen, 1968. 506 S. (Quellensammlung zur Kulturgeschichte; Bd. 3).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/appel_du_parti_social_democrate_berlin_15_juin_1945-fr-2e8619d6-4997-474d-a163-6f0b57b15277.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Appel du parti social-démocrate (Berlin, le 15 juin 1945)

«Ouvriers, paysans et citoyens! Hommes et femmes! Jeunesse allemande! Le fascisme nazi a été englouti dans un horrible gouffre! Il a laissé le peuple allemand dans la plus profonde douleur de l'âme, dans une misère inimaginable! Tout sentiment de justice est paralysé! La misère dans toute son horreur saute à la figure du peuple dans les ruines de ses maisons anéanties et de ses usines bombardées. La folie mégalomane d'Hitler a été écrasée par les armées alliées victorieuses et la voracité militariste de l'impérialisme allemand s'en trouve anéantie à jamais.

C'est le peuple allemand qui doit payer les frais de l'escroquerie fasciste! Des hasardeurs sans scrupules et des usurpateurs fous du pouvoir ont sali et déshonoré le nom de ce peuple dans le monde entier.

Muets et émus, nous inclinons nos drapeaux devant Johannes Stelling, Rudolf Breitscheid, Julius Leber, Wilhelm Leuschner, qui étaient des nôtres, et devant les milliers de victimes de tous les partis, de toutes les confessions et de toutes les couches sociales du peuple allemand, englouties par le fascisme avide de sang. Mais tous les sacrifices qu'ils ont apportés par leur travail illégal, et qui leur ont coûté la santé, la vie, leurs biens, n'ont malheureusement pas suffi pour éliminer l'organisation satanique de l'oppression.

Le peuple allemand ne désespérera pas! Sa volonté de vivre sera plus forte que son malheur! Il rassemblera ses dernières forces pour se relever, car il veut vivre, il doit vivre, et il vivra!

L'histoire impose au peuple allemand le devoir implacable d'acquérir par son travail infatigable et sa volonté de fer, sur son douloureux chemin de pénitence et malgré la faim et la misère, le respect de tous les peuples pacifiques et épris de liberté.

Jamais plus personne n'abusera du peuple allemand pour en faire la victime crédule d'aventuriers politiques sans scrupules. La voie politique des Allemands vers un avenir meilleur est ainsi clairement tracée: celle de la démocratie pour l'État et les communes, du socialisme pour l'économie et la société.

Nous sommes prêts et décidés à coopérer dans ce but avec tous les hommes et tous les partis qui partagent ces vues. C'est pourquoi nous nous félicitons au plus haut point de l'appel du 11 juin 1945 lancé par le comité central du Parti communiste allemand, qui admet, à juste titre, que la voie de la reconstruction de l'Allemagne dépend des conditions de développement actuelles du pays et que les intérêts décisifs du peuple allemand, dans la situation actuelle, exigent la mise en place d'un régime démocratique anti-fasciste et d'une république démocratique parlementaire avec tous les droits et toutes les libertés démocratiques pour le peuple.

En ce moment décisif, il est une fois de plus du devoir historique de la classe ouvrière allemande de porter en avant l'idée de ce que sera l'État: une nouvelle république démocratique antifasciste! Il faut étouffer dans l'œuf toutes les disputes égoïstes entre les partis, telles qu'elles ont marqué l'arène politique de la République de Weimar. Dans une république démocratique anti-fasciste, les libertés démocratiques ne peuvent être accordées qu'à ceux qui les reconnaissent sans réserves. Mais elles doivent être refusées à ceux qui ne veulent s'en servir que pour discréditer et détruire la démocratie.

La loi la plus élémentaire pour permettre au nouvel État de vivre exige la suppression totale de tous les reliquats de la tyrannie fasciste. De même, le militarisme doit être éliminé des esprits et des cœurs. La jeunesse, que le fascisme a privée de ses racines culturelles, doit à nouveau recevoir une éducation capable d'en faire des hommes à l'esprit libre et critique.

Le nouvel État doit réparer les dommages subis par les victimes du fascisme, il doit réparer les crimes que la cupidité fasciste a commis à l'égard des peuples de l'Europe. Cet État doit d'abord et avant tout donner au peuple allemand la force économique et morale de remplir cette mission surhumaine.

C'est pourquoi le parti social-démocrate allemand exige:

1. la destruction totale de toutes les traces du régime hitlérien dans la législation, la jurisprudence et l'administration; un État intègre de droit et de justice; la responsabilité des membres du parti national-socialiste allemand et de ses structures pour les dommages causés par le régime nazi;

2. la sécurité alimentaire; la mise à disposition de main-d'œuvre et la création de coopératives dans l'agriculture; l'élargissement de la base de matières grasses par l'importation de matières premières, d'aliments pour animaux et de bétail; la promotion des coopératives de consommateurs et une nouvelle réglementation du commerce de détail;

3. la sécurité des besoins vitaux des grandes masses de la population en matière de logement, d'habillement et de chauffage, grâce à l'autonomie administrative des communes;

4. la reconstruction de l'économie avec le concours des administrations autonomes des communes et des syndicats; le rétablissement accéléré des moyens de transport; l'acquisition de matières premières; la suppression de toutes les entraves aux initiatives d'entreprises privées, dans le respect des intérêts sociaux; la suppression de l'organisation exagérée de l'économie introduite par les nazis; la reconstitution, claire et simple, d'associations économiques administrées bénévolement; le rétablissement du système monétaire; la sécurité de la monnaie; l'ouverture de crédits communaux pour l'industrie, l'artisanat et le commerce; la relance des opérations financières en monnaie scripturale; la simplification du régime fiscal par un regroupement maximal des catégories d'impôts; la prise en compte accrue de la situation sociale dans l'évaluation des impôts;

5. l'édification d'une culture populaire; l'éducation de la jeunesse dans l'esprit socialiste et démocratique; la promotion des arts et des sciences;

6. une nouvelle réglementation du droit social; l'élaboration d'un droit du travail libéral et démocratique; l'intégration des comités d'entreprise dans l'économie; la participation des syndicats et des coopératives de consommation à l'organisation de l'économie; l'extension de la sécurité sociale aux prestations sociales en faveur des malades, des femmes en couches et des mères, des invalides et des victimes d'accidents, des veuves, des orphelins, des blessés de guerre et des chômeurs; l'octroi de prestations sociales à tous les travailleurs;

7. la promotion de l'aide au logement et de l'aménagement de lotissements; le recensement communal des logements; l'adaptation des loyers et des hypothèques à la situation économique créée par la guerre; la division des grandes propriétés afin de créer des terrains pour la réinstallation de citadins; le transfert d'entreprises de la petite et moyenne industrie dans des secteurs ruraux favorablement situés;

8. la nationalisation des banques, des entreprises d'assurances et des richesses du sous-sol; la nationalisation des exploitations minières et de l'économie énergétique; le recensement des grandes propriétés et de la grande industrie viable ainsi que de tous les profits de guerre dans l'intérêt de la reconstruction; la suppression du revenu tiré sans travailler des biens fonciers et des immeubles de rapport; la limitation sévère des intérêts provenant de capitaux mobiliers; l'obligation, pour les entrepreneurs, de diriger en bons pères de famille les entreprises qui leur ont été confiées par l'économie allemande; la limitation du droit d'héritage aux parents directs;

9. l'adaptation du droit à la conception démocratique et antifasciste de l'État; la protection de la personne par l'État ; la liberté d'expression en parole, en images et par l'écriture dans la sauvegarde des intérêts de l'État et le respect du citoyen; la liberté de conviction et de religion; la protection pénale contre le racisme.

Par la faute d'Hitler, notre pauvre peuple maltraité est plongé dans une misère indicible et un abîme de souffrances! Nous voulons l'aider à se relever jusqu'aux sommets d'une culture digne des hommes et à retrouver l'amitié de tous les peuples de la terre.

Nous voulons surtout lutter pour la reconstruction en nous fondant sur l'unité dans l'organisation de la classe ouvrière allemande! Nous voyons là une réparation morale des fautes politiques du passé et le moyen de

donner à la jeune génération une organisation de lutte politique uniforme. La bannière de l’unité doit être le symbole rayonnant de l’action politique du peuple travailleur! Nous tendons une main fraternelle à tous ceux dont la devise est la lutte contre le fascisme, pour la liberté du peuple, pour la démocratie et le socialisme!

C’est pourquoi nous lançons un appel à tous nos amis et camarades dans les villes et les campagnes, pour qu’ils entament sans tarder, avec le même enthousiasme qu’autrefois et un courage nouveau, la reconstruction de l’organisation.

En avant! Au travail!»